



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>41364</b>	De <b>Mme Josette Manin</b> ( Socialistes et apparentés - Martinique )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Enseignement supérieur, recherche et innovation		<b>Ministère attributaire</b> > Enseignement supérieur et recherche
<b>Rubrique</b> >enseignement supérieur	<b>Tête d'analyse</b> >Problématique concernant l'immobilier et la rénovation thermique des universités	<b>Analyse</b> > Problématique concernant l'immobilier et la rénovation thermique des universités.
Question publiée au JO le : <b>28/09/2021</b> Date de changement d'attribution : <b>21/05/2022</b> Question retirée le : <b>21/06/2022</b> (fin de mandat)		

### Texte de la question

Mme Josette Manin alerte Mme la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur une problématique concernant l'immobilier et la rénovation thermique des universités, notamment sur la qualité de l'air dans les salles de cours. La lutte contre le covid-19 nécessite une aération fréquente des locaux afin de réduire les risques de contamination par aérosols. Les salles de classe et les locaux occupés en journée doivent donc être aérés pendant au moins 15 minutes plusieurs fois par jour. Lorsque l'ouverture des fenêtres n'est pas possible dans certains établissements, par exemple pour des raisons de sécurité ou en raison de la vétusté des bâtiments, l'aération peut être assurée par des moyens mécaniques tels que la ventilation. Ce système nécessite une évaluation constante afin de vérifier l'état de l'air et de mesurer la concentration en CO2. Or plusieurs études démontrent qu'il y a un lien entre le taux de CO2 et la présence du virus. Il a été signalé que différents relevés effectués *via* des capteurs montrent que le niveau de CO2 atteint des niveaux critiques et nécessitent donc que les étudiants quittent les salles afin d'être protégés. En somme, il y a d'un côté, la nécessité de ventiler les locaux du fait de la pandémie et de l'autre un manque d'investissement, notamment en matière de besoins en filtration de l'air et d'achats de capteur de CO2 dont les coûts vont échoir aux collectivités territoriales qui connaissent déjà une baisse constante des dotations. Dans ce cadre, elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement compte mettre en place afin de remédier à cette situation.